

Rapport Giec, la sécurité alimentaire mondiale au défi du réchauffement

À l'issue de six jours de discussions, le Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (Giec) rend public, jeudi 8 août, un rapport spécial sur l'utilisation des terres. Ses conclusions préconisent une réforme profonde de notre système alimentaire pour répondre à la crise climatique.

- La Croix, le 08/08/2019 à 07:52 Modifié le 08/08/2019 à 17:32

https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Environnement/Usage-terres-changement-climatique-rapport-Giec-presente-jeudi-2019-08-08-1201039992?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=welcome_media&utm_content=2019-08-08

Au-delà de nos systèmes industriels, de transports ou énergétiques, il faudrait désormais s'attaquer à notre modèle de production alimentaire pour réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre. C'est en effet ce que préconise le [Groupe International d'Experts sur l'Évolution du Climat \(Giec\)](#), réuni début août à Genève, dans [son dernier rapport](#), publié jeudi 8 août et dédié, pour la première fois, à l'utilisation des terres.

« *Les êtres humains exploitent désormais plus de 70 % des terres sans glace de la planète* », pointent les experts dans leur synthèse pour les décideurs politiques – approuvée mercredi 7 août par les gouvernements, au terme d'une dernière session marathon de 28 heures –, « *tandis que l'agriculture, l'exploitation des forêts et les autres formes d'exploitation des terres (...) produisent 22 % des émissions mondiales* ». Fruit d'un travail de longue haleine depuis 2017, leur rapport scientifique décline, sur près de mille pages, les pressions qui régissent les interactions entre changement climatique, désertification et sécurité alimentaire.

À lire aussi [À quoi sert d'inscrire l'urgence écologique et climatique dans la loi ?](#)

Crucial, ce dernier point est particulièrement préoccupant. Alors que les Nations unies tablent, à horizon 2050, sur [une population mondiale de dix milliards d'habitants](#), comment nourrir ces derniers sans détruire la nature dont ils

dépendent ? *« Nous affrontons une triple crise climatique, de la biodiversité et des droits humains, et les experts montrent dans leurs projections que si nous ne faisons rien, nous risquons de devoir choisir entre se nourrir, produire de l'énergie avec des agrocarburants, ou séquestrer du carbone »*, décrypte Sara Lickel, chargée de plaidoyer international Droit à l'alimentation et climat au Secours catholique. *« On ne peut pas se permettre d'arriver au moment où l'on devra faire ce choix »*, prévient-elle.

« Adaptation »

Le pire pourrait pourtant bien advenir, selon les experts. Car en augmentant l'intensité et la fréquence de phénomènes extrêmes – pluies intenses, sécheresse, vagues de canicule... –, le changement climatique accroît la vulnérabilité des terres. *« C'est particulièrement le cas des zones arides, qui occupent plus de 46% des terres émergées et abritent trois milliards de personnes - soit un peu de 40% de la population mondiale [...] »*, analyse dans un billet Pierre-Marie Aubert, coordinateur de l'initiative Agriculture européenne à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), *« la question est d'autant plus préoccupante que ce sont aussi des régions peu développées, ou les possibilités sont faibles »*. Les populations africaines et asiatiques seraient, selon le rapport, les plus exposées aux conséquences de la désertification croissante.

Accélérant l'érosion des sols et la disparition de la biomasse terrestre sous sa forme intensive, l'agriculture exploite un tiers de toutes les terres émergées et les trois quarts de l'eau douce de la planète. Tablant sur l'imbrication des impératifs d'« adaptation » des territoires et d'« atténuation » du réchauffement, le Giec liste les options possibles pour limiter les effets de la crise climatique.

Rapport Giec, la sécurité alimentaire mondiale au défi du réchauffement

« Le rapport souligne qu'il y a toute une panoplie d'actions positives qui, selon les différentes régions du monde et leurs conditions géophysiques, peuvent être rapidement menées : elles touchent notamment à la gestion durable des forêts, des terres, à la restauration des écosystèmes dégradés, à la réduction de la

déforestation, à la conservation des tourbières (1)... », décrypte José Romero, collaborateur de l'Office fédéral de l'environnement et point de contact suisse pour le Giec. Certains prônent encore des solutions fondées sur les bioénergies, produites à partir de bois, de produits agricoles ou de déchets organiques.

Gaspillage

D'autres changements passent par un bouleversement profond de nos habitudes alimentaires. Avec, en ligne de mire, une réduction du gaspillage. *« Les chiffres sont assez dramatiques, on dit que pratiquement 25 à 30% de l'alimentation qui est produite sur la planète est perdue. C'est un avertissement à utiliser les terres à bon escient, rationnellement »*, souligne le spécialiste. Le rapport montre que le système de l'alimentation – c'est-à-dire y compris la partie transport-stockage-transformation – constitue pratiquement, selon les estimations du Giec, entre 8 et 10% des émissions mondiales annuelles.

Les scientifiques épinglent enfin la consommation mondiale de viande industrielle. *« Les experts ont souligné son poids dans les émissions, et son effet sur la déforestation »*, poursuit Sara Lickel. Sans brandir de nouveaux chiffres, le Giec rappelle que deux milliards d'adultes sont [en surpoids ou en situation d'obésité](#). *« Cela est aussi lié à une surconsommation de produits ultra-transformés. Le développement de l'agroécologie, qui permet une production locale, pourrait contribuer à réduire ce phénomène, abonde-t-elle. Certaines ONG appellent à réduire de 80% la consommation de viande dans les pays riches développés, quand près d'un milliard d'individus sont en situation d'insécurité alimentaire... »*

« Climat studieux »

Étroitement liés, les enjeux soulevés par le Giec sont complexes. Ce qui explique aussi le retard considérable pris dans les négociations, début août à Genève, entre les délégations des 195 pays membres et les experts de l'Onu. *« Les sessions se sont déroulées dans un climat studieux. Les États ont demandé beaucoup de précisions aux experts, pour nuancer parfois certaines de leurs affirmations ou pour obtenir des informations supplémentaires sur le degré de documentation de celles-ci »*,

insiste José Romero, en rappelant que « *le Giec ne prescrit rien d'obligatoire* » pour les décideurs politiques.

À lire aussi [Biodiversité, la bataille n'est pas perdue](#)

Ceux-ci sont-ils d'ores et déjà prêts à rebondir sur le rapport ? « *Ce dernier est un jalon important, dans une séquence politique particulière avec l'accord de Paris, le sommet de l'Onu sur le climat en septembre, la perspective de la Cop 25 au Chili à l'hiver prochain. Le climat est à la prise de décisions* », conclut Sara Lickel. Dédié aux océans et à la cryosphère – banquise, glaciers, calottes polaires...–, un troisième rapport « *spécial* » du Giec, devrait aussi être adopté, fin septembre, à Monaco.

Les chiffres clés du rapport

- ▶ **L'agriculture, la sylviculture et d'autres types d'utilisation des terres** représentent 23 % des émissions de gaz à effet de serre.
- ▶ **En y ajoutant les industries de transformation des aliments**, cette part monte à 37 % des émissions de gaz à effet de serre. Un tiers de la nourriture est gaspillée alors même que 820 millions de personnes souffrent de la faim.
- ▶ **L'agriculture et la sylviculture** rejettent 41 % du méthane et 81 % du protoxyde d'azote émis, des gaz 24 et 265 fois plus polluants que le dioxyde de carbone.
- ▶ **70 % de l'eau douce mondiale** est utilisée pour l'agriculture.
- ▶ **72% des terres terrestres habitables** est affecté par l'activité humaine.